

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/REG140/M/2**

10 novembre 2004

(04-4785)

---

**Comité des accords commerciaux régionaux**  
**Trente-septième session**

## **EXAMEN DE L'ACCORD CONCLU ENTRE LE JAPON ET SINGAPOUR POUR UN PARTENARIAT ÉCONOMIQUE MODERNE**

Note sur la réunion du 7 octobre 2004

*Président: M. R. Saborío Soto (Costa Rica)*

1. La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2393.
2. Au titre du point B.III de l'ordre du jour de sa trente-septième session, le Comité des accords commerciaux régionaux (ci-après dénommé le CACR ou le Comité) a procédé au deuxième examen des aspects de l'Accord conclu entre le Japon et Singapour pour un partenariat économique moderne (ci-après dénommé le JSEPA) qui touchent au commerce des marchandises et des services.
3. Le Président a dit que le premier examen avait eu lieu au cours de la trente-cinquième session du Comité en décembre 2003 dont le compte rendu figurait dans le document WT/REG140/M/1. Depuis lors, les Parties avaient fourni des réponses écrites aux questions posées par les délégations qui avaient été distribuées sous la cote WT/REG140/5. Le Président a proposé d'utiliser le modèle de présentation type WT/REG140/3 pour les aspects qui touchent au commerce des marchandises et le modèle de présentation type WT/REG140/4 pour les aspects qui touchent au commerce des services, pour examiner cet accord.
4. Le représentant du Japon a remercié les Membres qui avaient montré de l'intérêt pour cet accord. Il espérait que les réponses distribuées aux Membres étaient satisfaisantes et il a dit que sa délégation était prête à répondre à de nouvelles questions.

### **A. ASPECTS LIÉS AUX MARCHANDISES**

5. Le représentant des États-Unis a indiqué que la plupart de ses questions se rapportaient à la prescription d'application "pour l'essentiel des échanges commerciaux". Il a remercié les Parties d'avoir répondu rapidement et a dit qu'il présenterait des questions additionnelles par écrit. Il a dit que bien que le calendrier établi par Singapour prévoie l'élimination des droits de douane pour tous les produits en provenance du Japon avant la fin de 2002, le calendrier établi par le Japon comportait des exclusions et des omissions importantes pour ce qui était des lignes tarifaires. En effet, quatre chapitres du Système harmonisé n'apparaissaient même pas. Certaines omissions dans le calendrier établi par le Japon concernaient des produits agricoles que Singapour ne produisait pas, mais les autres concernaient des produits pour lesquels, étant donné la structure des consommations intérieures, on se serait attendu à des flux d'échanges importants en l'absence de droits protecteurs élevés. L'intervenant a demandé à la délégation japonaise de bien vouloir donner son point de vue sur ces remarques. Lors du précédent examen de l'Accord, le représentant du Japon avait fait observer que bien que la section I.3 du modèle de présentation type indique que tous les produits étaient

couverts par l'Accord, cela ne voulait pas dire que les droits de douane applicables à toutes les marchandises seraient ramenés à zéro. La réponse à la question n° II.1 d) du document WT/REG140/5 indiquait que pour l'année 2003, 24 pour cent des lignes tarifaires du Japon ne figuraient pas encore dans la liste. S'il était correct d'en déduire que ce ne serait pas la totalité des droits appliqués aux 76 pour cent des lignes figurant dans la liste du Japon qui serait éliminée, l'intervenant priait les Parties de donner des renseignements plus précis sur les droits qui ne seraient pas éliminés. Il a remercié les Parties de leur réponse à la question n° 20 du document WT/REG140/5. Pour mieux clarifier ce que sa délégation croyait comprendre au sujet du paragraphe 2 de l'article 75 de l'Accord, l'intervenant a demandé aux Parties de donner des exemples des mesures d'incitation ou des aides qu'elles accordaient pour encourager l'investissement. Le représentant du Japon a demandé au représentant des États-Unis de bien vouloir présenter ses questions par écrit pour lui permettre de les transmettre aux autorités de son pays afin d'obtenir des réponses plus précises.

6. Le Président a demandé que les délégations qui souhaitaient présenter des questions écrites les communiquent au Secrétariat avant le 29 octobre et que les Parties fournissent leurs réponses écrites avant le 3 décembre. Les Membres poursuivraient l'examen de l'Accord à une session future du Comité.

#### B. ASPECTS LIÉS AUX SERVICES

7. Les délégations n'ayant formulé aucune observation, le Président a dit que l'examen factuel des aspects de l'Accord entre le Japon et Singapour pour un partenariat économique moderne qui touchent au commerce des services était achevé, et il a proposé que le Secrétariat commence à élaborer le rapport sur l'examen de cet accord.

8. Le Comité a pris note des observations.

---